La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1152 - avril 2014

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

Jean-Pierre Mon *observe que les "sorties de crise" aux Royaume-uni et États-Unis se traduisent par un accroissement de la pauvreté et que les "mœurs" des entreprises américaines devraient faire réfléchir les initiateurs du pacte de responsabilité.*

page 3 Élections municipales

Guy Evrard *suggère que le mandat de l'exécutif municipal s'appuie davantage sur des initiatives de démocratie directe, participative.*

page 5 Complètement utopiste !

Marie-Louise Duboin *rapporte la réussite de l'expérience de démocratie que les habitants de Saillans ont menée à bien.*

• LIVRES

page 7 Serait-ce un début ?

Marie-Louise Duboin *présente un livre de pure fiction qui pourrait aider des citoyens courageux comme ceux de Saillans.*

• RÉFLEXION

page 8 Lorsque la NASA prône la décroissance

Bernard Blavette *rappelle à ceux qui ne veulent pas entendre les avertissemnts lancés par les experts de cette institution que toute civilisation est mortelle.*

page 10 La crise ferait-elle évoluer les mentalités ?

Jean-pierre mon *constate pourtant une évolution, à l'étranger, vis-à-vis du revenu de base.*

page 13 Travail ou activité ?

Une confusion à ne plus faire.

• TRIBUNE LIBRE

page 15 Nos lecteurs s'expriment

PRIX en FRANCE 2,20 € **ISSN : 2117-5047** *commission paritaire* N°0418 I 83051

«Le retour de la faim»

C'est ce que déclarait, il y a peu, un administrateur de l'association britannique *Trussel Trust*. (Les Anglais, on le sait, adorent les trusts… même lorsqu'il s'agit d'organismes d'aide aux populations victimes de la "crise"). *Trussell Trust*, c'est un peu comme les Restos du Cœur en France, une banque alimentaire. Ces banques avaient pratiquement disparu du Royaume-Uni depuis une quinzaine d'années. Il ne restait guère que les soupes populaires pour aider les sans-abri, mais il y avait peu de distribution de paquets alimentaires à emporter chez soi. *Trussell Trust* était l'une d'entre elles, qui, en 2005, secourait environ 2.500 personnes par an. Depuis la crise de 2008, le nombre de personnes qu'elle aide a crû considérablement jusqu'à atteindre 815.000 personnes dans les douze derniers mois pour l'ensemble de ses 420 banques. Mais, explique le journaliste qui a mené l'enquête[1], il n'y a pas que la crise qui explique cet afflux: environ la moitié des personnes aidées par *Trussell Trust* sont confrontées à des problèmes d'allocations sociales. Car, pour parvenir au merveilleux succès de sa politique économique libérale, dont on nous rebat les oreilles, le gouvernement britannique multiplie les sanctions contre les bénéficiaires de prestations sociales. Par exemple, les demandeurs d'emploi doivent prouver qu'ils sont activement à la recherche d'un travail et il faut, bien sûr, montrer qu'on a bien posé sa candidature aux petites annonces proposées par le Job Centre. Si bien que certains n'arrivent qu'à toucher 170 euros toutes les deux semaines. Cela n'émeut guère le premier ministre David Cameron, qui répond tout simplement que ces sanctions font partie d'une réforme plus générale des allocations sociales. Tout cela, bien entendu, pour inciter à retrouver du travail : «*trop souvent*, écrivait-il en février dans le *Daily Telegraph*, *le système verse plus d'argent aux gens au chômage qu'à ceux qui travaillent. […] Il est bon, économiquement et moralement, de changer cela*». Un grand classique…

1 *Le Monde*, 6-7/04/2014.

La crise est finie

C'est ce qu'on proclame officiellement aux États-Unis, mais, remarque un économiste de l'Université de Chicago, «*le marché de l'emploi reste fragile. Nous n'avons pas retrouvé le niveau d'avant la récession*». Et ceux qui en souffrent le plus, ce sont les chômeurs de longue durée. En effet, selon les chiffres publiés le 4 avril par le Bureau of Labour, 3,8 millions de personnes sont des chômeurs de longue durée, soit 37% des chômeurs. (En 2007, juste avant la crise, ils n'étaient que (!) 1,3 million, soit 17,4% de la population au chômage)[2].

Conscient du problème, le président Obama a signé avec 300 grandes entreprises un guide de "bonnes pratiques" à suivre pour recruter un chômeur ayant plus de six mois de chômage. Il devient en effet de plus en plus difficile de retrouver du travail après une telle période. Le président a même alloué 150 millions de dollars pour développer des programmes qui aident les chômeurs à apprendre de nouveaux métiers.

2 *Le Monde*, 08/04/2014.

Mais les entreprises ont bien des astuces pour contourner les accords signés. Une experte en "transition de carrière" dans un grand groupe ne craint pas de déclarer : «*Peu importe ce que racontent les entreprises, si elles ne veulent pas de chômeurs de longue durée, elles trouveront toujours une bonne raison de ne pas les recruter*». Le chef du service comptable d'une entreprise new-yorkaise raconte qu'elle devait récemment embaucher une nouvelle recrue, et qu'à la suite d'une annonce passée dans un site spécialisé, elle a reçu plus de 300 CV mais qu'elle a refusé de regarder ceux des sans-emploi depuis plus de six mois : «*Il y avait des tas de réponses différentes, des docteurs en sciences, des professeurs, des gens sans expérience comptable, surqualifiés mais désespérés… On a éliminé toutes les candidatures des chômeurs de longue durée. On pense qu'ils ne savent pas se vendre, qu'ils ne sont pas très talentueux et ont, de toute façon, perdu leur savoir-faire pendant ces longs mois d'inactivité*». Elle a recruté une chômeuse qui avait quitté son emploi deux mois plus tôt pour suivre son mari promu à New-York. Selon le professeur A. Krueger (ancien conseiller économique de la Maison Blanche), seuls 11% des chômeurs de longue durée ont retrouvé, entre 2008 et 2012, un emploi régulier et à plein temps, car les employeurs ne retiennent pas, en général, ces candidatures. Des enquêtes menées par des universitaires qui ont envoyé 3.600 demandes de faux chômeurs en réponse à des petites annonces, confirment le rejet par les entreprises des candidatures des chômeurs de longue durée. Le professeur qui a dirigé l'enquête est d'ailleurs persuadé que de nombreuse entreprises disposent de filtres informatiques qui envoient directement au panier les candidatures des chômeurs de plus de six mois.

Ces mœurs des entreprises ne devraient-elles pas faire un peu réfléchir les partisans du "pacte de responsabilité" ?

500.000

C'est, selon les estimations de l'Observatoire paritaire des métiers de la métallurgie, le nombre de postes que l'industrie française aura besoin de pourvoir dans les cinq ans à venir. Ces besoins sont deux fois plus importants que ceux enregistrés cs dernières années à cause de plus nombreux départs à la retraite et de l'émergence de métiers nouveaux[2].

Chouette ! les maréchaux-ferrants et les forgerons vont reprendre du service ! En plus ça repeuplera nos campagnes.

Jean-Pierre MON

Et si le vrai changement démocratique pouvait venir de nous, sans attendre qu'un gouvernement en décide et l'institue ? Des expériences ont lieu en ce sens, dont les grands médias se gardent de parler.
Au contraire de ***GUY EVRARD,*** *qui reprend ici quelques points de sa propre contribution à la réflexion au cours de la mise en place d'un projet dans la commune où il habite :*

Élections municipales

Tout (ou presque !) commença avec des chants de lutte entonnés à belle voix par la chorale des *Rouges-Gorges*, au cours d'une première réunion publique dévoilant, un soir de janvier dernier, le projet d'une liste de candidatures Front de gauche en vue des élections municipales de mars 2014. Un front de gauche envisagé dans son plein sens d'origine, décidé à combattre toute politique d'inspiration néolibérale.

DES SOURCES DE DÉMOCRATIE À NE PAS TARIR

Nous sommes dans une commune des Hauts-de-Seine, à l'ouest de Paris, où l'exécutif est résolument à droite depuis 1971. La politique gouvernementale conduite par le PS et ses alliés depuis 2012, qui poursuit celle de ses prédécesseurs aux plans économique et social, trahissant les espérances populaires, n'autorise plus ici une opposition municipale de gauche commune avec la section PS. La décision a donc été prise, après débat, de se lancer dans l'aventure d'une liste Front de gauche. Car il s'agit bien de cela dans une commune qui frôle les 80.000 habitants. Il faut rassembler 49 candidats, à parité de genre, établir un programme avec la volonté de répondre en priorité aux besoins des populations les plus modestes. L'objectif ne peut être de gagner la mairie mais d'y avoir au moins une élue et peut-être deux. Car la tête de liste sera une femme et celle-ci s'emploiera à populariser le programme devant le conseil municipal, en s'appuyant sur tous les citoyens qui auront contribué à le construire et voudront poursuivre l'action au-delà de l'échéance électorale.

*

Ce programme[1] résulte en effet d'une multitude de contacts avec la population : ateliers thématiques rassemblant des compétences spécifiques, rencontres au porte-à-porte dans les quartiers populaires et sur les marchés, contacts associatifs, débats de synthèses... Il implique aussi la perspective de faire avancer l'idée que le Front de gauche ouvre d'autres voies que la soumission au néolibéralisme, dont la logique économique de marché, reniant coopération et solidarité au profit d'une concurrence de la jungle, épuise les ressources naturelles, dégrade l'écosystème Terre et se nourrit de l'injustice sociale. Il s'agit donc, plus fondamentalement, de s'inscrire dans un autre avenir.

Photo Guy Evrard

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET POLITIQUES

Dans notre démocratie représentative, qui tend à montrer ses limites en ne sollicitant le citoyen que le temps d'une campagne électorale, les élections municipales sont celles où la proximité de l'exécutif est pour le moment encore préservée. À défaut de pouvoir récuser l'élu avant la fin de la mandature, si celui-ci n'applique pas le programme annoncé, au moins peut-on l'interpeler publiquement. Même si elle est insuffisante, cette réalité est à défendre car, de plus en plus, la France aux 36.000 communes est montrée du doigt. Sous le prétexte du coût induit par la multiplication des strates administratives, le haut pouvoir économique et politique rêve de couper les ailes à cette démocratie-là et d'éloigner les citoyens des lieux de décision. Qui n'a entendu parler d'une nécessaire gouvernance européenne, voire mondiale ? Concernant plus spécifiquement les affaires communales, les projets de métropolisation autour des grandes villes auront pour conséquence de priver les communes de leur capacité à décider au plus près des citoyens. Au moment où, justement, les citoyens revendiquent d'intervenir plus directement dans tous les domaines qui conditionnent leur existence : aménagement du territoire, habitat, transports, relocalisation de l'économie et des services, santé, culture, ● ● ●

● ● ● école, petite-enfance, vieillesse, sauvegarde des écosystèmes proches...

Il s'agit donc d'un projet de société, c'est-à-dire de *la politique*. Les citoyens doivent pouvoir participer à l'organisation de leur cadre de vie. Certes, dans les limites de la loi, en principe garante de l'intérêt général. C'est donc autant par rapport au projet global des formations politiques dont se réclament les listes de candidatures, que par rapport aux objectifs locaux, de terrain, que les électeurs doivent se déterminer, en veillant à la cohérence du global au local. Le discrédit dont se sont affublés nombre de nos hommes politiques professionnels devrait en premier lieu inciter les citoyens à reprendre leurs responsabilités et à limiter au strict minimum les délégations de pouvoir qu'ils consentent. La défiance qui peut être ressentie à l'égard des formations politiques devrait inciter également la base à reprendre le pouvoir au sein de celles-ci. C'est donc aux premiers niveaux de l'engagement citoyen qu'il faut attendre l'indispensable renouveau démocratique. La résignation du «*tous pourris !*» ne profitant qu'à ceux qui ne veulent surtout rien changer.

Des exemples multiples montrent qu'il est possible, à l'échelle d'une commune, d'activer des solidarités pour aller vers de nouveaux objectifs. Mais pour cela, une réelle mobilisation démocratique est nécessaire. Ainsi, dans de nombreuses villes, il est urgent de retrouver une mixité sociale qui s'est souvent délitée au fil du temps lorsque les élus se sont d'abord efforcés de préserver leur électorat. La politique du logement est le premier levier pour y parvenir, même si, nous le verrons, elle ne peut y suffire à elle-seule.

Le retour à un véritable débat d'idées doit également être au cœur des pratiques démocratiques. Ce n'est pas la pensée dominante qui doit remplir les lieux d'expression, mais l'envie de confronter les points de vue. Il faut donc en finir avec une culture consumériste, et pacifiée. Par exemple, dans la ville dont je suis le témoin, lorsque l'on célèbre à grands frais Napoléon Ier et Napoléon III, les habitants savent-ils que Joséphine de Beauharnais (qui y a son ancienne résidence et son tombeau dans l'église) a poussé son empereur de mari à rétablir l'esclavage aboli une première fois par la Révolution française ? Savent-ils qu'une rue Adolphe Thiers honore le responsable de la répression par les Versaillais des Communards qui avaient défendu Paris contre les Prussiens après que Napoléon III eut perdu la bataille de Sedan ?

La ville, un tremplin pour le changement

Changer de cap, cela peut donc commencer dans la commune, mais sans oublier de voir loin. Le philosophe André Gorz, disparu en 2007, a consacré des chapitres entiers dans ses ouvrages des années 1960 à la question de la transformation de la ville comme tremplin pour transformer la société[2]. Il note, par exemple, dans *Misère du présent, richesse du possible* que : *«En changeant la ville, nous fournirons un levier au changement de société et au changement de la manière dont les personnes vivent leurs rapports et leur inhérence au monde. La reconstitution d'un monde vécu et vivable suppose des villes polycentriques, intelligibles, où chaque quartier ou voisinage offre une gamme de lieux accessibles à tous, à toute heure, pour les auto-activités, les auto-productions, les auto-apprentissages, les échanges de services et de savoirs ; une profusion de crèches, de jardins publics, de lieux de réunion, de terrains de sport, de gymnases, ateliers, salles de musique, écoles, théâtres, biblio-vidéothèques ; des immeubles d'habitation dotés d'espaces de circulation et de rencontre, de salles de jeux pour enfants, de cuisine-restaurants pour personnes âgées ou handicapées.»*

*

Nombreux seront ceux qui hausseront les épaules devant ces "évidences", qui viennent cependant souligner l'ampleur des réformes à conduire pour que la ville contribue à plus d'égalité et de justice sociales. Nous savons bien qu'il ne faut pas attendre de la culture marchande de la satisfaction de tels besoins sociaux, elle est trop occupée à la satisfaction des actionnaires, notamment en grignotant (en avalant) les services publics. Il n'est plus davantage question des politiques paternalistes de quelques riches industries du 19ème siècle. Pourtant, travailler à la mise en évidence de tels objectifs est bien une manière de promouvoir le changement de cap.

Habitat et mixité sociale

La question du logement était au cœur de la campagne électorale dans bien des communes urbaines, tant elle pèse lorsque la crise économique et sociale touche de plus en plus de nos concitoyens et lorsque la pénurie de logements alimente la spéculation immobilière. S'attacher à répondre aux besoins, c'est en même temps l'opportunité d'agir en faveur de la mixité sociale, pour les conseils municipaux qui en ont le mandat et réellement la volonté. Cette stratégie reste cependant insuffisante et peut être dévoyée si elle n'est pas accompagnée d'autres mesures contrôlant l'évolution à moyen terme des prix des logements (en location ou en accession à la

propriété), l'orientation du commerce et des services alentour, et également de multiples initiatives sur le terrain permettant de maintenir ou créer du lien social.

*

La recherche de mixité sociale via l'habitat peut emprunter deux voies :

• Amener les classes moyennes dans les quartiers populaires. C'est la tentative qu'analyse Anne Clerval[3] à Paris, où elle montre que la rénovation de l'habitat et de l'environnement dans d'anciens quartiers ouvriers conduit à une augmentation progressive des prix et repousse les familles les plus modestes vers les banlieues (phénomène dit de «*gentrification*»).

• Inversement, disperser l'habitat populaire dans les quartiers majoritairement investis par les classes moyennes. Camille Acot[4] met alors en garde contre le risque de perte d'identité des classes populaires avec la disparition du tissu social qui les caractérise.

Nos deux auteurs insistent sur le rôle de l'aménagement de l'espace public et la mise en place d'infrastructures appropriées dans les quartiers, en concertation avec les habitants, comme des ingrédients indispensables à la réussite d'une politique de mixité sociale. Mais ils laissent entendre que c'est surtout l'émancipation des classes populaires qui permettra d'avancer vers une ville qui réponde aux besoins[5].

Sur le sujet, on pourra revoir aussi avec intérêt les récents débats des rencontres Niemeyer[6].

Jaurès

Jean Jaurès a conservé une place et une école dans notre ville. Nous pouvons lui faire référence, avec humilité mais détermination : «*C'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source*». En effet, au soir du premier tour, qui voit la liste du maire sortant disposer largement de la majorité absolue, celle du Front de gauche n'obtient que 4,32% des votes et se trouve donc privée d'un représentant au conseil municipal.

C'est avec la reprise de cette citation que s'ouvrait un bloc-notes de Jean-Emmanuel Ducoin[7], intitulé *Leçon(s)*, dans un numéro de *l'Humanité* d'octobre 2011 (dans quel contexte?). Et l'auteur poursuivait : «*Jamais sans doute la phrase de Jaurès ne nous a autant hantés, nous qui, obstinément, avec (soi-disant) la foi des "vaincus de l'histoire", refusons de croire qu'il est trop tard désormais pour reprendre à sa source le fleuve d'un Devenir qui s'est assez mal épandu*».

Guy EVRARD

Références documentaires :

1. Programme de la liste «*Pour une ville humaine et solidaire*», élections municipales 2014 à Rueil-Malmaison.
2. Enzo Lescourt, *L'autonomie de l'individu au cœur de l'écologie politique*, blog de la Fondation de l'écologie politique, le 24 janvier 2014. http://www.fondationecolo.org/blog/Gorz-l-autonomie-de-l-individu-au-cour-de-l-ecologie-politique
3. Anne Clerval : «A Paris, le discours sur la mixité sociale a remplacé la lutte des classes», *l'Humanité des débats*, le 18 octobre 2013. http://www.humanite.fr/societe/anne-clerval-paris-le-discours-sur-la-mixite-socia-551401
4. Camille Acot, Mixité sociale et participation populaire, *La Revue du projet*, N° 33, janvier 2014. http://projet.pcf.fr/49093
5. Anne Clerval, Aller vers le droit à la ville, ce droit collectif de produire la ville en fonction des besoins, *L'Humanité des débats*, le 21 février 2014. http://www.humanite.fr/debats/aller-vers-le-droit-la-ville-ce-droit-collectif-de-559680
6. http://rencontres-niemeyer.pcf.fr/
7. Jean-Emmanuel Ducoin, *Leçon(s)*, Bloc-notes dans *l'Humanité*, le 7 octobre 2011. http://www.humanite.fr/politique/lecons-481040.

«Être citoyen, c'est être capable de gouverner et d'être gouverné» Aristote.

Complétement utopiste !!

… C'est ce que tout le monde disait. Mais à Saillans, village de la Drôme, les habitants ont osé … et ils sont passés du statut d'administré à celui de citoyen !

Les 1.199 habitants en avaient assez de l'organisation "pyramidale" de la mairie, ils voulaient que ça change et ne plus voter "par dépit". Alors "ils s'y sont mis" pour inventer une nouvelle manière de gérer leur commune. Ils ont travaillé pendant des mois à établir une liste collégiale, ça a été une belle expérience de

démocratie participative. Résultats : 79 % de votants, 56,8 % des voix pour la liste collègiale, «*tous été élus au premier tour !*» Cette annonce, dans une salle bondée, fut accueillie par des cris de joie. «*C'est la première fois que je vote avec le sourire*», a commenté une habitante.
Il faut lire leurs réactions enthousiastes sur http://transitionviganaise.wordpress.com/2014/03/30/democratie-dans-la-drome/.

*

Pendant des mois, par petits groupes, les habitants de Saillans avaient imaginé ensemble des dizaines de projets. Pour en discuter, ils organisaient des réunions publiques où venaient jusqu'à 250 personnes, presque le quart de la population ! «*Qu'on gagne ou qu'on perde, il s'est passé un truc. Un réveil des consciences. Des rencontres, du partage. Quoi qu'il arrive, ça va changer.*»
Les deux derniers mois avant les élections «*on ne parlait plus, au village, que de politique. À la fin, on n'en pouvait plus, il fallait vraiment faire ces élections* !». Le soir même, les membres de la liste collégiale et ses sympathisants ont bu plus de Clairette de Die que prévu. Il ne restait que des bouteilles de jus de pomme que la première adjointe a mis de côté pour le conseil municipal du vendredi suivant. Le tout premier.
«*Va falloir travailler ensemble, maintenant, pour l'intérêt commun !* », fait remarquer une vieille dame qui promène son caniche près du cimetière.
«*À Saillans, la vie est habituellement aussi douce que les couleurs des maisons. Sur les façades, du saumon, de la menthe à l'eau ou des nuances de rose. La*

Drôme qui coule sous le pont de pierre à l'entrée du village est d'un bleu lagon, tout en transparence. Les habitants affirment qu'il y a dans ce village une énergie hors du commun. Une effervescence qui doit en partie expliquer ce qui s'est déroulé ces dernières semaines.
Saillans a connu l'exode rural et ses maisons abandonnées, avant de voir sa population grossir depuis une dizaine d'années…Il y a eu l'histoire de la supérette, de la carrière ou la fermeture de la gare— on s'était mis sur la voie pour arrêter les trains !…
L'aventure de "Autrement pour Saillans… tous ensemble" a démarré en juin autour d'un trio de villageois, dont l'une raconte : «*J'avais x fois dit au maire que ça ne fonctionnait plus. De moins en moins de gens assistaient au conseil, les gens se désintéressaient … Faut faire quelque chose !* »
Ils ont commencé à réfléchir à un projet de gestion municipale alternatif. Leur envie a commencé à s'ébruiter après les grandes vacances, par bouche à oreille. Un événement avait cristallisé le ras-le-bol en 2010 : le projet d'une supérette qui devait être implantée à la sortie du village. Le maire n'a pas consulté les habitants pour cette décision importante: le supermarché, qui n'était pas accessible à pied depuis le centre, risquait d'affecter les petits commerces. Un collectif, "Pays de Saillans vivant", s'est mobilisé contre le projet, à grand renfort de pétitions, manifestations et courriers. Avec succès : le supermarché a été abandonné.
La bataille du supermarché a fourni l'énergie nécessaire aux débats sur la gestion de la commune : le succès des premières réunions publiques en a surpris plus d'un. Au début, on ne parlait ni de liste, ni de programme. Il n'y avait qu'une feuille de papier sur la table pour que les intéressés puissent laisser leurs coordonnées. Le 16 novembre, dans une salle polyvalente remplie, les habitants ont été invités à parler de leur village – une sorte de diagnostic – avant d'avancer des idées.
Alors, «*On a fait ce pari fou : bâtir un programme qui ne sortait pas de la tête d'un élu. On était en posture d'animateurs, à l'écoute, et trente projets ont été définis, initiés par des propositions d'habitants : de petites choses quotidiennes, de l'embellissement aux crottes de chien en passant par la redéfinition du stationnement. Pendant cette réunion, les habitants ont beaucoup parlé de lien social, d'écoute et de ce qu'ils pourraient faire pour décloisonner les générations et les groupes. Les personnes âgées, par exemple, avaient envie d'être intégrées au projet de Maison de l'enfance et de la parentalité, issu de l'ancienne municipalité.*»
«*La liste "Autrement pour Saillans" s'est constituée au début de l'année. Beaucoup d'associatifs et une majorité d'actifs, de 20 à 66 ans. Tout le monde est au même niveau : l'absence de hiérarchie se ressent au niveau de l'animation des réunions. Ils n'ont jamais parlé de la "politique avec un grand P" et ignorent les penchants de leurs colistiers – le village vote plutôt à gauche. Ils disent se rassembler autour de valeurs communes, mises au propre dans une charte – on retrouve le dialogue, la transparence ou la protection de l'environnement*».
«*Ça m'a fait plaisir de voir que des gens différents se retrouvaient ensemble, sans aucune cooptation*», résume une élue. Pour choisir leur tête de liste, «*ils ont tranché selon les disponibilités de chacun*». «*On a gagné sur ce point : on n'a pas voté pour une personne mais pour un projet.*»
Durant les réunions publiques, les habitants ont construit le schéma de fonctionnement de leur municipalité idéale. «*On est même allés jusqu'à se demander si on avait besoin d'un maire …S'il y a un nouveau maire c'est que la constitution l'exige, car la volonté de la nouvelle maire est tout autre.*»
«*Une à deux fois par an, la population sera invitée à donner ses idées lors d'assemblées. Le reste de l'année, il y aura des petits comités sur*

des sujets précis, comme le choix du mobilier urbain ou la question des rythmes scolaires. Et s'il faut trancher sur une chose importante, les élus aimeraient organiser des référendums.

Dans ce schéma de fonctionnement, il y aussi un "conseil des sages" : neuf habitants qui veilleront au respect de la politique participative et en seront les ambassadeurs». Car les élus veulent partager leurs méthodes, *«essaimer dans d'autres communes».*

«Quand je suis sortie de la première réunion, je me suis dit que c'était complétement utopiste, qu'on n'y arriverait jamais », se souvient une élue, 36 ans, attablée à la terrasse du Café des sports. *«Je suis quand même revenue et je me suis laissée embarquer par l'énergie du groupe… Les plus vieux ont joué un rôle important,* juge-t-elle, alors que *«sa propre génération y croyait mollement».*

«Toutes ces réunions, ces centaines d'e-mails, cette campagne… Ça n'a pas été "un long fleuve tranquille"… Il y avait beaucoup d'interrogations. Parfois, je rentrais et j'avais l'impression de ne pas avancer. Il y avait des frictions, du débat, on savait que ça allait être épuisant, mais on est restés».

«Les participants parlent tous d'un mélange d'utopie et de rigueur, de rêve et de travail.»

«Ce jeudi, le maire et sa première adjointe, fraîchement élus, s'arrêtent toutes les cinq minutes pour dire bonjour, serrer des mains, faire des bises. Un homme les interpelle déjà car sa vigne vierge a été soit-disant arrachée par du personnel communal : «C'est toujours mieux de le dire amicalement…»

Puis, *«le maire prend la parole et fait le point sur le pot offert aux employés municipaux ou les travaux de la grande rue. Ils parlent aussi de l'intercommunalité : les élus ont rencontré plusieurs maires pour parler stratégie… c'est vrai que dès qu'on sort de Saillans, on est obligé de rentrer dans le jeu politique.»*

À la fin, surprise : le maire reçoit un petit cadeau de ses colistiers qu'il déballe, amusé. Une paire de chaussettes : «On en avait marre de voir les tiennes trouées.»…

«Le pire maintenant serait de décevoir les attentes. Ou s'enliser dans une machine ingouvernable». Puisque les habitants les ont choisi, ils vont devoir travailler ensemble. Avec le secrétaire de mairie, ils sont en train d'étudier les obligations légales pour clarifier l'organisation de la nouvelle municipalité. «Le défi, ça va être de maintenir cette énergie.»

M-L D.

source : http://rue89.nouvelobs.com/

Ces expériences récentes donnent de l'intérêt au travail de réflexion du livre que commente ici M-L DUBOIN :

Serait-ce un début ?

Les médias officiels ont entouré les élections municipales d'un grand tapage… mais ont totalement passé sous silence les deux expériences de démocratie directe ici rapportées. Pourquoi ? Certes, parce qu'elles ne concernaient pas grand monde, mais sûrement aussi parce qu'elles n'étaient pas portées par des vedettes… Et pourtant, elles marqueront peut-être l'histoire en apparaissant comme le début d'une prise en main directe de leur destin par les citoyens.

C'est à l'occasion des élections municipales qu'elles se sont manifestées, mais elles témoignent d'une volonté commune d'instaurer plus de démocratie directe au niveau local et elles montrent que lorsque des citoyens ont le courage d'oser cette prise de pouvoir, ils ont du mal, mais ils peuvent y arriver.

Leur difficulté ne s'arrête pas le jour des élections. Les responsabilités qu'ils ont prises vont les mettre face à de nombreux problèmes. Et c'est à la fois pour prendre conscience des questions que soulève la gestion citoyenne d'une communauté et pour montrer qu'en y réfléchissant ensemble on peut les résoudre sans violence, que J-F Aupetitgendre a écrit un livre de pure fiction dans lequel il imagine un très grand nombre de ces problèmes, souvent propres à notre époque et qui sont, la plupart du temps, aujourd'hui résolus par des méthodes autoritaires que l'auteur réprouve. Alors pour chacune d'elles, il montre qu'une solution pacifique, mais coopérative, existe.

les éditions libertaires, 2012.

En d'autres circonstances, il est probable que le grand public aurait rejeté cette lecture en disant «c'est de l'utopie!», et en étiquetant l'auteur comme rêveur parce qu'anarchiste au sens philosophique profond du terme, croyant à tort que «tout le monde il est bon, tout le monde il est gentil».

Mais quand on a conscience de l'allure à laquelle l'absence de démocratie est en train de démolir notre société, ce livre, dont on sent bien qu'il a été mûrement réfléchi, offre une multitude de suggestions aux citoyens nouvellement élus… et à tous ceux que leur initiative va inspirer.

Dommage que l'auteur n'ait pas autant réfléchi à l'arme secrète des dictateurs anonymes de notre temps : l'argent. Suggérons-lui de chercher comment le peuple pourrait retrouver, dans une véritable démocratie, le droit régalien de battre sa monnaie.

La NASA, l'administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des États-Unis, n'est pas connue pour être un repaire d'écolos fanatiques de la "décroissance". Elle vient pourtant de publier un rapport officiel, critiqué parce qu'il dérange, alors qu'il devrait être pris au sérieux. BERNARD BLAVETTE l'a regardé de près :

Lorsque la NASA prône la décroissance…

Un petit tremblement de terre agite la communauté scientifique anglo-saxonne qui se préoccupe de l'avenir de notre civilisation. En effet, il y a quelques jours paraissait un rapport rédigé par trois universitaires étatsuniens[1] intitulé «*Modélisation mathématique de l'influence des inégalités et de l'utilisation des ressources dans l'effondrement ou la soutenabilité des sociétés*»[2]. La NASA a soutenu cette recherche en fournissant les outils mathématiques nécessaires et en participant à son financement. Bien sûr, nous n'entrerons pas ici dans le détail de l'étude ; il nous suffit de préciser que ces trois chercheurs ont procédé à la manière du GIEC[3] dans son approche du réchauffement climatique, non pas en menant leurs propres recherches, mais en collationnant et synthétisant tout ce qui a déjà été écrit par leurs confrères sur la naissance, le développement et l'effondrement ou la perpétuation des sociétés du passé. Cette collecte d'informations permet de se rendre compte que l'effondrement de sociétés sophistiquées ayant atteint un haut degré de développement et de complexité est chose commune dans l'histoire du monde, depuis la chute de l'Empire Romain jusqu'à la dislocation de la dynastie des Han en Chine, en passant par la disparition de l'empire Maya ou de l'empire Khmer centré sur le site d'Angkor au Cambodge. Ceci infirme l'idée fort répandue aujourd'hui, et tout particulièrement aux États-Unis, que l'histoire humaine procède d'une tendance irrésistible vers un degré toujours plus élevé d'organisation reposant sur une consommation toujours croissante de matières premières, d'énergie et d'information, et pose une question angoissante : est-il vraiment possible qu'une société avancée, complexe, créative et mondialisée comme la nôtre puisse subir un effondrement ?

Effondrement d'une civilisation

Mais qu'entend-on par "*effondrement*" d'une civilisation ? — Selon nos auteurs, on peut caractériser ce processus de la manière suivante : réduction rapide de la population (on estime que 90% de la population Maya avait disparu après l'an 800 de notre ère) ; démantèlement des institutions politiques et culturelles (c'est ce qui s'est produit dans l'Empire Romain après la prise de Rome par Alaric en 410 après J-C) ; disparition de connaissances et de techniques acquises : calendrier, écriture, techniques agricoles….

Il est à noter que l'effondrement peut être plus ou moins marqué, parfois provisoire, parfois définitif. Ainsi la disparition de l'empire chinois des Han au IIIe siècle après J-C. est suivi d'une période d'anarchie et de division qui se prolonge pendant 300 ans environ; à partir du VIe siècle, un renouveau intervient avec la réunification du pays sous les dynasties Sui, puis Tang. Inversement les civilisations Maya et Khmer ne se relèveront jamais et vont disparaître totalement, avalées par la forêt, oubliées par la mémoire des hommes, elles ne seront redécouvertes que récemment.

En fait, l'étude parvient à définir deux constantes interconnectées qui caractérisent les situations de déclin :

- 1- la surexploitation de la biosphère, et plus particulièrement l'appauvrissement des sols, la déforestation, l'épuisement des ressources aquifères qui génèrent des pénuries diverses ;
- 2- la concentration des ressources disponibles entre les mains d'une petite minorité de privilégiés qui conduit à des inégalités insoutenables. L'étude met en lumière qu'un «*effet tampon*» permet aux plus riches d'ignorer pendant un temps les pénuries dont souffre la majorité de la population, ce qui diffère les décisions indispensables et conduit à des situations d'irréversibilité. Il y a donc un antagonisme absolu entre les intérêts à court terme des privilégiés et les intérêts à long terme de l'ensemble de la société, ce qui se traduit par la montée inexorable de la violence et du chaos. Qui ne reconnaîtrait dans les deux points qui précèdent la situation de notre monde contemporain ?

1 Safa Motesharrei (*Mathématicien, Université du Maryland*), Jorge Rivas (*Sciences politiques, Université du Minnesota*) et Eugenia Kalnay (*Sciences de la terre, Université du Maryland*).

2 *Human and Nature Dynamics (HANDY) = Modeling Inequality and Use of Resources in the Collapse or Sustainability of Societies* L'intégralité de ce rapport est consultable (en anglais) sur internet à l'adresse http://www.sesync.org/sites/default/files/resources/motesharrei-rivas-kalnay.pdf

3 GIEC = Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

Importance des règles sociales

On remarquera que les causes du déclin sont endogènes aux sociétés concernées et relèvent donc strictement de la manière dont les populations choisissent de s'organiser. Les auteurs soulignent que les catastrophes naturelles et les difficultés extérieures sont généralement surmontées si la société en question bénéficie d'une large acceptation des règles sociales communes. Ainsi la société minoenne de la Crète antique a-t-elle subi plusieurs tremblements de terre dévastateurs, et pourtant elle est parvenue à chaque fois à reconstruire les villes avec plus de magnificence. Le monde Romain n'a eu aucun mal à résister aux ennemis extérieurs tant qu'il a bénéficié d'une solide cohésion sociale ; la fin de la République et l'avènement de l'Empire, alors que les inégalités se creusent fortement, conduisant à une profonde décomposition de la société, signent le début du déclin, et l'avancée des «*barbares*» devient irrésistible.

On peut considérer que si toute modélisation mathématique a ses limites, elle permet pourtant de moduler un certain nombre de variables (essentiellement des estimations établies par les historiens et concernant le taux de natalité et l'espérance de vie, les rendements de l'agriculture, la concentration des richesses …) de façon à déterminer non seulement les seuils à partir desquels l'effondrement d'une société donnée est probable, mais aussi les orientations permettant d'atteindre un point d'équilibre assurant sa durabilité.

Rien n'est donc inéluctable et l'étude se conclue par l'énonciation de deux conditions indispensables à la survie de toute société humaine :

• Assurer une stricte adéquation entre les ressources de la biosphère et les prélèvements humains. Ceci implique de maintenir à la fois un niveau de population et un niveau de consommation compatibles avec un équilibre harmonieux de l'environnement. L'étude fonde peu d'espoir sur des solutions exclusivement techniques qui permettraient de s'affranchir des grands équilibres naturels ; en effet, l'expérience contemporaine montre que toute amélioration du rendement d'un système (ampoule basse consommation, véhicule économe en carburant) conduit presque inéluctablement à une augmentation de l'utilisation de celui-ci, annulant ainsi l'économie espérée, c'est ce que l'on appelle «*l'effet rebond*». Seule une percée scientifique majeure comme la découverte d'une source énergétique jusqu'ici inconnue pourrait modifier la donne, mais cela demeure du domaine de la spéculation.

• Assurer une répartition des richesses aussi égale que possible, afin d'obtenir une cohésion sociale maximum. L'accaparement des richesses par une élite conduit inéluctablement à des niveaux de violence dans les rapports sociaux, incompatibles avec la survie sur le long terme d'une société. Ainsi le biologiste de l'évolution Jared Diamond, dans son ouvrage *Effondrement*, analyse-t-il l'échec de la tentative de colonisation du Groenland par les Vikings venus de Norvège entre 984 et 1400 environ comme le résultat d'une stratification sociale rigide de cette société, dominée par une caste de guerriers et de prêtres qui concentrait les richesses disponibles, et empêcha toute coopération des colons avec les Inuits, premiers habitants de l'île, parfaitement adaptés aux rigueurs climatiques de ces latitudes. Évoluant parmi les ruines des établissements vikings conservant des traces d'incendie et de pillage, Diamond déclare «*J'imagine des scènes sans doute comparables à celle des émeutes raciales qui eurent lieu en 1991 dans ma propre ville Los Angeles…, les quartiers riches et les magasins pillés …, la police débordée …. Le sort des vikings du Groenland n'est pas seulement celui d'une petite société périphérique, il nous invite à réfléchir sur nos sociétés industrielles.*»[4]

Un rapport mal réçu

Dès sa publication par la revue *Ecological Economics* et la parution d'un compte rendu rédigé par le Dr Nafeez Ahmed[5] dans le quotidien londonien *The Guardian*, l'étude subit une véritable bordée d'injures de provenances diverses (milieux conservateurs et économiques essentiellement), allant jusqu'à contester la validité des titres universitaires de ses auteurs.

La NASA publia un communiqué affirmant que les conclusions des trois chercheurs ne représentaient en rien la position officielle de l'organisation, mais sans démentir le fait d'avoir participé au financement de la recherche.

Pourquoi un tel acharnement contre un document qui, de toute façon, tombera bien vite dans l'oubli ?

— Outre le fait que la participation d'un organisme aussi prestigieux que la NASA confère à l'étude une audience toute particulière, les raisons de cette cabale sont à rechercher dans le fait que ses conclusions heurtent frontalement des croyances qui forment le socle même de l'imaginaire étatsunien :

• croyance dans les bienfaits d'une croissance et d'une consommation qui seraient par nature infinies,

• croyance dans la toute-puissance de la science et du «*progrès*» en général,

• croyance enfin dans la légitimité des inégalités sociales, même abyssales, qui ne feraient que sanctionner le niveau d'utilité sociale et le mérite de chaque individu.

4 Jared Diamond *Effondrement – Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* - Folio/Essais (2005) Chap.8 : *La disparition de la société viking du Groenland.*

5 Le Dr N. Ahmed est directeur de l'Institute for Policy Research and Development de Londres. Son compte-rendu (en anglais) est consultable à l'adresse : http://www.the-guardian.com/-environment/earth-insight/2014/mar-/21/climate-change-scienceofclimate-change

Une inquiètude montante

Mais ce déchaînement est aussi le signe d'une inquiétude montante face aux multiples dérèglements de nos écosystèmes qui deviennent de plus en plus difficiles à nier, face aussi à la baisse de l'espérance de vie aux États-Unis pour la première fois depuis 1945. (Cette baisse n'est que de 15 jours pour 2012, mais il s'agit néanmoins d'un symbole fort. En France, on note une stabilisation).

En conclusion, dédions aux dominants et aux "*décideurs*" de tous poils cet extrait d'un poème du romantique anglais Shelley cité par Jared Diamond dans son introduction :

J'ai rencontré un voyageur venu, d'une terre antique, qui disait :
«Deux jambes de pierre, vastes et sans tronc,
Se dressent dans le désert. Près d'elles sur le sable,
Mi-enfoui, gît un visage brisé». (….)
Et sur le piédestal apparaissaient ces mots :
«Mon nom est Ozymandias, roi des rois» ;
Rien de plus ne reste autour de la ruine
De ce colossal débris. Sans bornes et nus
Les sables solitaires et unis s'étendent au loin».

L'inquiètude ainsi manifestée par la NASA annoncerait-elle une prise de conscience plus générale ? C'est ce que pressent JEAN-PIERRE MON :

La "crise" ferait-elle évoluer les mentalités ?

Le mois dernier, dans *Adieu l'emploi !*, nous avons vu à quel point était sombre l'avenir de l'emploi (le véritable emploi, celui qui est utile et bien payé…), les robots remplaçant l'homme dans un nombre croissant de tâches. C'est aussi ce que soulignait le *Nouvel Observateur* du 13 mars dans un article intitulé *Un robot m'a piqué mon boulot !*, avec le tableau[1] reproduit ci-dessous, donnant la probabilité des pertes d'emploi que l'automatisation provoquera dans les vingt ans à venir. On voit qu'il n'engage guère à l'optimisme, et qu'il n'y a que les politiques ou les économistes, de droite ou de "gauche", pour continuer à croire que les mesures qu'ils prennent pour relancer la croissance permettront de faire baisser le taux de chômage. À titre d'exemple, prenons le cas de l'ex-ministre du travail, qui, de par sa fonction, aurait dû être particulièrement au courant des effets des nouvelles technologies sur l'emploi. M. Michel Sapin déclarait en ouverture des *Entretiens du Nouveau Monde Industriel*[2] que «*l'automatisation est aussi vieille que le travail*, car *l'homme a toujours cherché à se soulager de la pénibilité du travail*» et il déplorait que «*l'automatisation ait donné naissance à différentes utopies, comme celle des robots qui un jour nous libéreront du travail, mettront fin à sa domination aliénante et permettront de mieux le partager*». Ainsi, comme tant d'autres, M. Sapin, qui de ministre du travail vient de passser ministre des finances, se croit encore au premier âge de la machine, celui de la révolution industrielle qui, à la fin du XVIIIème siècle, permit de remplacer la puissance musculaire de l'homme par celle de la vapeur. Mais l'intervention humaine continuait à être nécessaire pour prendre les décisions, c'était «*l'âge d'une* ***complémentarité*** *entre l'homme et la machine*» selon l'expression de H. Guillaud en janvier dernier[3].

Télévendeurs	99%
Secrétaires juridiques	98%
Employés de banque	98%
Comptables et auditeurs	94%
Vendeurs en magasin	92%
Boulangers	89%
Agents immobiliers	86%
Analystes financiers	23%
…	
Ingénieurs	1%
Infirmiers	0,9%
Ecclésiastiques	0,8%
Dentistes	0,4%
Psychologues	0,4%

Mais le développement des technologies a été de plus en plus rapide. Avec maintenant celles de l'information, ce sont les tâches cognitives et de contrôle qui sont désormais assurées par les machines elles-mêmes. Et c'est une véritable mutation, dont Jacques Duboin prévoyait les effets dès ses premiers ouvrages, notamment dans *La Grande Révolution qui vient*[4].

Nous sommes passés de la ***complémentarité*** homme-machine, à la ***substitution*** homme-machine. De sorte que nous sommes maintenant dans le *Second âge de la machine*[5] et il est beaucoup plus destructeur d'emplois que ne l'a été le précédent. Comme l'a compris et expliqué André Gorz[6], «*le véritable travail, n'est plus dans le "travail"*».

Comme n'ont pas manqué de le souligner les auteurs du livre *Le Second âge de la machine*, E.Brynjolfsson et A.MacAfee, ce passage implique de repenser beaucoup de choses, et notamment notre rapport au travail, «*car nous ne sommes pas seulement dans une crise de l'emploi due à la récession, mais dans un ouragan technologique qui transforme le marché du*

1 Carl B.Frey et M;Osborne, *The future of employment : how susceptible are jobs to computerisation.*

2 16-17/12/2013, au Centre Pompidou, à Paris.

3 Hubert Guillaud , blog des *Echos*, 25/01/2014.

4 Jacques Duboin, *La Grande révolution qui vient*, éd nouvelles, 1934 Voir le site http://wwwe-conomiedistributive.fr

Voir *Adieu l'emploi !* dans *GR* 1151, p.3

6 André Gorz, *Misères du présent, richesses du possible*, éd. Galilée, 1997, et *GR* 972.

travail, un ouragan dont la puissance double à mesure qu'il avance». Ils proposent quelques pistes. Celle d'encourager la création d'entreprises qui fabriquent des emplois est contestable car il ne faut pas oublier que l'emploi est un moyen de produire de l'utile, occuper les gens n'est pas un but. Celle de baisser le coût du travail humain pour le rendre moins cher que celui des ordinateurs est aussi très contestable parce que cette baisse ne ferait qu'accroître encore les inégalités… et ferait donc courir à l'humanité toute entière le danger dont la NASA vient de prendre conscience, comme le montre l'article précédant de Bernard Blavette. Deux autres de leurs propositions sont plus intéressantes. L'une est de repenser l'éducation, pour qu'on ne coure plus **contre** mais **avec** les machines, elle est de bon sens. L'autre en est le complément, c'est … d'étudier sérieusement l'idée de garantir à chacun un **revenu de base**.

*

C'est une proposition, souvent reprise dans *La Grande Relève* puisqu'elle constitue ce que son fondateur J. Duboin appelait le **revenu social**, l'un des trois piliers de **l'économie distributive**. Mais il faut bien préciser ce que l'on entend par là. C'est une vieille idée. Voici en effet une citation qui date de 1792 lors d'un débat à la Convention sur le droit de propriété : *«Quel est le premier objet de la société ? C'est de maintenir les droits imprescriptibles de l'homme. Quel est le premier de ces droits ? Celui d'exister. La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister ; toutes les autres sont subordonnées à celle-là; la propriété n'a été instituée ou garantie que pour la cimenter ; c'est pour vivre d'abord qu'on a des propriétés*[7]». Son auteur, Robespierre était donc déjà un ardent défenseur du revenu garanti.

Sous ses diverses appellations[8], le revenu de base en est, en quelque sorte, un **produit dérivé** qui peut cacher des dispositifs très différents suivant la "couleur" de son initiateur, car il a la particularité d'avoir des défenseurs à droite et à gauche ! La confusion est d'autant plus grande que certains journalistes, et même de nombreux économistes, y incluent le concept d'impôt négatif proposé par Milton Friedman pour remplacer les systèmes de protection sociale existants. Nous avons souvent dénoncé les pièges que renferment certaines de ces propositions[8].

Rappelons, quitte à nous répéter, que le revenu de base a été défini en 1986 par le **Réseau Européen pour un revenu de base** (*Basic Income European Network*)[9], lors de sa création à l'Université de Louvain la Neuve, à laquelle nous avons contribué : c'est ***«un revenu attribué à tous, individuellement et sans condition»***.

Depuis, la mise en œuvre d'un tel revenu garanti a fait l'objet de nombreuses études universitaires. L'intérêt qui y est porté a fluctué. Il est plus ou moins grand suivant les pays.

*

Mais depuis la "crise" de 2008, et surtout depuis que les populations subissent les conséquences désastreuses des politiques d'austérité mises en œuvre dans l'Union Européenne, l'idée d'instaurer un revenu de base est de plus en plus d'actualité.

Et c'est maintenant le monde entier qui s'y intéresse, comme le prouve le dernier bulletin[10] de BIEN, *Newsflash*, qui fait l'inventaire des nombreuses initiatives qui se développent et publie des extraits des débats qu'elles suscitent dans la presse.

Même dans l'opulente Suisse, une campagne pour le revenu inconditionnel se développe ! Parmi ses animateurs, Che Wagner, a créé un mouvement politique, *Génération RBI*, pour en promouvoir l'idée. Ce mouvement a récolté 100.000 signatures, ce qui lui permet d'organiser une "votation" sur son adoption, d'ici deux à trois ans[11].

Signalons aussi que 34 membres du Parlement européen ont lancé un appel pour appuyer *l'Initiative de Citoyens Européens* pour un revenu de base inconditionnel.

Mais même si de plus en plus de personnes, partis politiques, syndicats (peu nombreux), acteurs sociaux,… sont convaincus que le revenu de base est une mesure claire, qui serait immédiatement efficace et qui permetrait de remédier, au moins partiellement, aux conséquences néfastes de la crise et des mesures d'austérité, elle continue à faire l'objet de nombreuses critiques telles que : on ne peut pas la financer, elle fournirait un bon prétexte pour supprimer l'État-providence, elle inciterait à la paresse, elle engagerait les femmes à rester chez elles, elle favoriserait une immigration massive, trop de personnes choisiraient de vivre sans travailler, elle ne mettrait pas fin aux injustices du capitalisme, etc…

Nous avons maintes fois réfuté ces objections, notamment dans le numéro spécial ***La fin de quel travail ?*** [12].

À l'objection imparable :*«c'est un bon projet mais c'est une utopie !»*, répondons fermement oui, ce n'est encore qu'une utopie, mais c'est beaucoup moins une illusion que celle de croire qu'on pourrait retrouver le plein emploi dans le système actuel qui impose à toute entreprise de n'avoir pour seul objectif que le profit des investisseurs. Le plein emploi est devenu un véritable ● ● ●

7 Robespierre, *Œuvres complètes*, tome IX, 1950.

8 Voir *GR* 1097, avril 2009 et *GR* 1116, janvier 2011.

9 En anglais BIEN. Ce réseau international a été étendu au monde entier sous le nom de *Basic Income Earth Income*, lors de son assemblée générale de Barcelone en 2004.

10 *Newsflash*, n° 72, 01/02/2014.

11 *L'Avenir du travail*, Hubert Guillaud, blog des Echos, 01/03/2014.

12 *GR* 972, décembre 1997.

culte, comme si une activité ne pouvait avoir de valeur que si elle est mesurée par un prix sur un marché, en l'occurence le salaire sur le marché du travail. Nous l'avons souvent souligné[13].
Mais il faut insister sur les divers aspects de l'aliénation à laquelle mène cette idéologie.
Il y a d'abord, c'est évident, aliénation pour l'individu qui est condamné à accepter un emploi parce que sinon, il n'aurait pas de quoi vivre. Nous ne sommes plus vraiment seuls à défendre ce point de vue, puisque Daniel Raventos, professeur d'économie à l'Université de Barcelone et membre du Conseil scientifique d'Attac-Espagne écrit[14] : *«Les défenseurs inconditionnels du plein emploi devraient s'intéresser tout particulièrement au revenu de base car son application immédiate permettrait d'améliorer la condition des plus fragiles, éliminerait en même temps la pauvreté et supprimerait du même coup les effets pervers des politiques du type RSA qui obligent à accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition pour bénéficier d'une maigre allocation. Le travailleur "nouveau" pourrait ainsi choisir l'emploi qui lui convient»*.
Et c'est aussi l'aliénation de toute la société à des activités qui peuvent être nocives, néfastes tant pour les êtres humains que pour l'environnement (publicité, obsolescence programmée, etc.), et qui ne prospèrent que pour leurs investisseurs, lesquels ne trouvent le personnel nécessaire pour les effectuer que grâce à ce conditionnement. Un revenu garanti, suffisant pour pouvoir refuser ces emplois, est donc une nécessité démocratique, parce que c'est un pouvoir citoyen qui pourrait enfin s'exercer sur le choix des activités économiques.
Alors, quand on a compris les dangers dont ces activités sans contrôle citoyen menacent la société humaine, on sent combien il est urgent de ne plus laisser aveuglément le marché et ses "investisseurs" confisquer la politique économique.

*

Mais comment financer ce revenu **?**
Cette question, évidemment, fait l'objet de nombreux débats au sein de BIEN. Elle a été posée, dès l'assemblée générale fondatrice de cette association internationale, par Marie-Louise Duboin qui a montré que ce financement était incompatible avec une monnaie capitaliste. Et elle expliqua la nécessité d'une monnaie **distributive** remplaçant la monnaie officielle actuelle. Cela surprit quelque peu. Elle enfonça donc le clou lors de la deuxième assemblée générale, en 1988, à Anvers. Mais comme la "crise" n'était encore que latente, elle n'eut pas plus de succès. Et dans les assemblées suivantes, on entendit les plus fantaisistes des propositions capitalistes, telle celle d'allouer à tout le monde un certain nombre d'actions, car *«comme la Bourse finit toujours par monter»*, les gens seraient toujours assurés de disposer d'un revenu ! D'autres envisageaient qu'un très faible revenu, insuffisant pour assurer ne serait-ce qu'un minimum vital, soit créé par les banques qui ne prendraient pour cela qu'un faible intérêt, payé par l'État ! La liste est longue des propositions plus ou moins farfelues, comme celle de supprimer les prestations sociales ou le remboursement des frais médicaux en échange d'une allocation minimale. Rien de cela ne faisait progresser l'idée d'un véritable revenu de base.

*

Avec la "crise" et le fait que, dans certains pays, on envisage de garantir à tous un revenu suffisant, les gens commencent à penser qu'il ne s'agit pas d'une proposition "exotique", comme cela se disait il y a quelques années, et qu'en France, certains disent encore.
Au moins deux communautés autonomes espagnoles, la Catalogne et l'Euskadi, envisagent des mesures particulièrement intéressantes en matière de financement du revenu de base. Elles ont été présentées lors du XIII symposium de Renda Basica[15] qui s'est tenu les 31 janvier et 1er février 2014 à Saint Sébastien. Leurs études sont basées sur des simulations effectuées dans chacune des communautés sur les données fiscales disponibles. En Catalogne, cette simulation montre qu'on pourrait assurer un revenu annuel égal au minimum vital fixé par la loi, soit 7.968 euros à chaque adulte et 1.594 euros aux mineurs de moins de 18 ans résidant dans le pays. L'étude explique qu'une réforme des impôts permettrait le financement d'un tel revenu de base, qui ne serait pas assujetti à l'impôt sur le revenu, qui se substituerait à toutes les autres prestations monétaires d'un montant inférieur et que son attribution n'impliquerait la suppression d'aucun autre service public financé par les impôts (santé, éducation, etc). La grande majorité de ceux des résidents qui sont assujettis actuellement aux impôts, et, évidemment ceux qui n'ont pas à en déclarer, seraient gagnants. Seuls 10 à 15% de la population, celle des très riches bien sûr, auraient à y perdre.
Au Pays Basque, la simulation fournit des résultats à peu près équivalents et les promoteurs du revenu de base proposent d'en payer une partie en monnaies complémentaires ou sociales, de façon à favoriser l'économie locale.
Bien sûr, ce n'est pas encore l'économie distributive mais c'en est, enfin, une approche !

13 Voir *Se libérer de l'emploi salarié»* dans *GR*1151.

14 www.sinpermiso.info, 19 janvier 2014.

15 Association espagnole pour le revenu de base.

Le dépassement du salariat, est-ce aussi insoutenable que le fut celui de l'esclavage ? Faudra-t-il encore longtemps entendre affirmer que c'est aussi impensable que le furent le repos hebdomadaire et les congés payés ? Pour répondre à ces questions, le texte ci-dessous est en partie tiré de notre N° spécial (N°972) ***La fin de quel travail ?*** *et d'un l'article que Pierre Zarka vient de publier le mois dernier :*

Travail ou activité ?

Comme on l'a dit précédemment, un des arguments très souvent opposés à l'instauration d'un revenu de base est que les gens ne voudront plus travailler. Est-ce dire que les gens ne feront plus rien, qu'ils resteront passifs et passeront leur temps à regarder la télévision ? La confusion travail-activité est devenue si fréquente qu'il est de plus en plus difficile de distinguer dans le discours des uns et des autres de quoi l'on parle.

Le travail, tel que nous le connaissons aujourd'hui, n'existait même pas chez les Grecs et les Romains qui considéraient les activités, issues de la nécessité, les tâches laborieuses (artisanales, agricoles ou autres) comme dégradantes car, pour eux, la finalité de l'être humain libre devait être l'activité éthique et l'activité politique. Ce travail qui disparaît, c'est un fait, indéniable, nous avons vu pourquoi, comment, à quel rythme accéléré et qui va s'accélérer encore, ce travail est quelque chose de très précis, de très particulier, défini par un modèle de référence qui est récent, comme l'a montré Dominique Méda[1], et dont la généralisation n'a pas toujours été la règle ; il ne s'agit, somme toute, que d'une certaine forme de travail. Cette forme de travail ne correspond qu'à une période de l'Histoire (environ deux cents ans). Avant cette période, l'activité humaine était dominée par l'urgence, la nécessité de tirer de la nature les moyens de survivre, ce qui se faisait surtout en utilisant ses propres forces physiques. La société s'est ensuite organisée en se partageant ces travaux : à chacun son métier.

C'est l'industrialisation, à la fin du XVIIIème siècle, qui, en transformant les processus de production, a substitué l'emploi-salarié au métier de l'artisan. «*Le salariat a en effet été pour l'industrie le moyen de répondre aux nécessités d'organisation en vue d'une production de masse. Le moteur de l'activité est devenu l'utilité (réelle ou factice) sur laquelle table le capitalisme pour augmenter ses profits. Ce qui prime, c'est l'organisation, le travail n'étant qu'un rouage parmi tant d'autres de la grande machine économique ; il est devenu une marchandise*[3]».

La société s'est ensuite organisée en se partageant ces travaux.

C'est ainsi qu'a été inventé le "marché du travail".

L'activité, par contre, n'a aucune limite puisqu'elle englobe, entre autres choses, les tâches d'intérêt collectif, la recherche, la gestion de la cité, la politique, etc. que, dans le système actuel, on nous présente comme non rentables parce que non marchandes. Duboin avait bien fait la différence même s'il désignait les deux concepts par le même mot travail : «*On n'aura plus donc à travailler ? Qui dit pareille sottise ? On travaillera autant qu'on le voudra mais gratis pro Deo*[2] (puisque, en économie distributive, tout le monde sera assuré de recevoir un revenu).

Comme le rappelle opportunément Pierre Zarka, Marx l'avait bien vu quand il disait «*le communisme c'est le dépassement du salariat*»[3]. Et Zarka interroge : «*Mais faut-il considérer que les seuls moments utiles à la société sont ceux passés dans l'entreprise ?? Seuls les exploiteurs ont intérêt à définir ainsi la production de richesses. Quand des enseignants s'occupent d'enfants, c'est reconnu utile, et quand des parents ou grands-parents s'occupent des mêmes enfants, cela ne le serait plus ?? Faut-il être dans une logique marchande et dans une activité contrainte pour qu'elle soit reconnue ?? La qualification ne peut-elle pas servir d'étalon pour garantir des revenus lors de tous les moments de la vie ?? Utopie ?? Que sont déjà les congés maternité, les congés formation mais aussi les heures syndicales payées, les congés payés ?? Se cultiver, être en bonne santé n'apportent rien à l'économie ?? La lutte pour la retraite ou contre le chômage ne serait-elle pas plus forte si le rapport travail-hors travail était vécu comme producteur de richesse ?? Ces propos sont-ils inaudibles ??*

Il n'y a pas de discussion politique sans que la notion de pouvoir ne soit brocardée. Que demandent les salariés qui se mettent en coopérative ? — De ne plus être chapeautés par une autorité autre que la leur. Et les intermittents du spectacle ?? — Le dépassement de la dissociation travail-hors travail. Partir de ce que l'on souhaite pour combattre ce qui est, aborder le présent à partir de ce qui n'est pas encore peut libérer un immense potentiel et changer profondément qui prend l'initiative et de quoi est faite l'actualité»[4].

2 Jacques Duboin, *Libération*, éd. Grasset, 1937.

1 Dominique Méda, *Le travail, une valeur en disparition*, éd. Aubier, 1995.

3 Paul Loridon Pourquoi le travail ne sera jamais pus comme avant, éd CCSC, 1996.

4 Pierre Zarka, l'Humanité.fr, 17/03/2014.

Je souhaite à toute l'équipe une bonne santé. Espérons que cette année s'engage chaque jour davantage vers un véritable progrès social et que des mots comme convivialité, coopération, partage, équité, etc. y trouvent une place ascendante. Encore merci pour tout votre travail, pour le courage et la ténacité dont vous faites preuve afin de promouvoir les idées de l'économie distributive.

A. L. ,Amphion-les-bains.

***

La lecture de La Grande Relève continue de nous enrichir depuis plus d'un demi-siècle. Sans elle, nous aurions conservé nos œillères et nous ne pourrions pas comprendre la réalité économique du monde. La qualité des textes sur des sujets de fond est incomparable, nos félicitations à tous les rédacteurs (trices). Dès qu'elle nous arrive elle est lue, dans la journée. Si sa parution devait s'arrêter, rien ne pourrait la remplacer. Quel régal de vous lire ! Dans un récent numéro, l'article de Bernard Blavette "Les coulisses de la domination" est très éclairant sur la violence des riches, dommage qu'il ne puisse pas être vulgarisé…

G. et R., Tonnay-Charente

***

C'est bien volontiers que je vous adresse mon bulletin de réabonnement et de soutien… Dans un monde qui semble échapper à tout contrôle, face à une idéologie dominante qui nous vante les "bienfaits" de l'économie de marché et du néolibéralisme, j'apprécie votre contribution à une lecture lucide et informée de la société qui nous entoure.

G. P., Paris, 12 ème

***

La lecture de La GR m'apporte, à 86 ans passés, le réconfort d'un avenir plus humain pour mes petits-enfants et arrière petits-enfants. Merci de nous dévoiler un petit coin de ciel bleu.

A. R. Nantes.

***

Comme c'est toujours avec satisfaction que je lis, depuis de nombreuses années votre mensuel !

R. S. , La Mure d'Isère.

***

Matériellement, tout devrait baigner dans l'huile, mais comme la chienlit économique poursuit ses méfaits, essayons une arme anti-stress et gratuite : le rire. Et pour ça, l'actualité politico-économique ne manque pas de fournir des matériaux.

D'abord, une question : comment le gouvernement, dont les caisses sont vides, peut-il prêter 17 millions à une entreprise en mal d'argent (par exemple à Arcole, principal actionnaire du transporteur Mory-Ducros) ? Sachant que l'État se refuse le droit de créer la monnaie, il va devoir emprunter à des banques privées. La dette de l'État, improprement appelée dette sociale, va donc, au nom du "redressement productif", encore augmenter, alors que son montant pharaonique est déjà irremboursable. Confondrait-on "redressement productif de profits financiers" avec "production de biens socialement utiles" ?

Le gouvernement paie ainsi des intérêts au privé pour créer des chiffres virtuels qu'il pourrait bien créer lui-même dans l'intérêt général, pour la bonne marche de l'économie réelle, pas virtuelle.

Les politiques que nous avons élus font donc allégeance au pouvoir des marchands de chiffres qui surfent au-dessus du pouvoir politique !

Par cet exercice de haute voltige, l'addition d'impôts pour rembourser est une soustraction du pouvoir d'achat des contribuables.

Il faut sortir de ces sentiers battus qui conduisent à une impasse ! Et vogue la galère !

E. B., Le Pellerin.

***

Rassemblons nous !

Quoi de plus représentatif des injustices de notre système économique que les paradis fiscaux ? En permettant aux hyper riches de se dédouaner de l'impôt, ils en accroissent la charge sur tous les autres. Nous sommes tous concernés et même certains hyper riches comme Bill Gates s'en émeuvent. Le consensus est même planétaire tellement cette injustice est flagrante. Nous sommes donc près de 100% à penser qu'il faut que ça change. En 2009, le Président de la République de l'époque avait affirmé : « les paradis fiscaux, c'est fini ! ». Avec l'affaire Cahusac, on voudrait nous faire croire que cette fois, c'est la bonne. Si vous faites la recherche "paradis fiscaux" sur Internet, vous n'accéderez pas à des sites qui les dénoncent mais à des publicités qui vous proposent d'y placer vos millions. À qui fera-t-on croire que la bataille est engagée ? Les paradis fiscaux ont pignon sur rue et nous ne sommes pas à en voir la fin. Qui plus est, à quoi bon les supprimer si ce n'est qu'en partie ? Les capitaux iront vers ceux qui subsisteront et rien n'aura changé. Le seul choix est de les éradiquer. La solution ne peut donc être que planétaire. Mais, puisque le consensus est, lui aussi planétaire, unissons-nous et le tour sera joué. Oui, mais c'est plus compliqué que ça. C'est sans tenir compte des clivages. Comment allez-vous réunir un Lepéniste et un Mélenchiste ? Pourtant, ils sont tous deux opposés aux paradis fiscaux. Il faut donc nous unir sans autre sujet que "les paradis fiscaux" et sans aucune idéologie.

Pour ce faire, il existe un site : http://aidonslademocratie qui n'est rien d'autre qu'un compteur, et donc parfaitement neutre, qui permet à tous de signaler qu'il est opposé aux paradis fiscaux, et uniquement cela. Il n'y a aucun mot d'ordre. Puisque le sujet fait consensus, il est raisonnable de penser que des dizaines et des dizaines de millions de citoyens pourraient cliquer. Ils représenteront une force invincible. Nos dirigeants seront dans l'obligation d'agir, sans même que besoin soit de manifester. La bataille sera immédiatement engagée et gagnée d'avance. Nous pourrons alors nous réunir dans une immense manifestation, non pas de protestation mais de joie.

Certes, vous n'êtes pas obligé d'y croire, surtout pas pour cliquer, car là n'est pas la question. Il n'y en a qu'une qui est : «Êtes-vous opposé aux paradis fiscaux ?».

Bon clic à tous.

J-L B., Nord

***

Au cours d'un récent voyage, Guy Evrard a fait la connaissance d'un fils et petit-fils de mineur, originaire de Lens, qui choisit de devenir instituteur. Ce fut l'occasion de revenir sur l'épopée des *Gueules noires et salopards* à la fin de la journée, et Guy Evrard lui a, bien sûr, transmis ses deux articles (*GR*1142 et *GR*1148). Voici ce que lui a inspiré leur lecture :

Vos deux articles concernant les mineurs m'ont énormément intéressé car ils me permettent, à travers ce que, fils et petit-fils de mineur, j'ai pu comprendre, de mieux situer à travers une chronologie, les témoignages parfois disparates de mon père et de ma famille. Je perçois, par ailleurs, mieux maintenant pourquoi mon père parlait de "trahison" lorsqu'il évoquait les grèves de 1947 et 1948.

Vos deux manuscrits aident à la réflexion politique, syndicale et sociale et peuvent permettre aux jeunes générations qui vous lisent de prendre conscience, par rapport aux événements actuels, que rien n'est définitivement acquis et qu'il convient d'être vigilants.

La conscience de la grande conquête du front populaire me paraît être gardée par la plupart des gens de ma génération issu du milieu ouvrier, quel que soit le milieu professionnel auquel ils aient appartenu, et transmise à la génération suivante. Il conviendrait d'avoir un grand nombre de témoignages pour savoir ce que cela devient chez les arrière-petits-enfants à une époque où la rentabilité et la technicité semblent être les préoccupations premières.

J'ai lu avec émotion les témoignages concernant les loisirs des mineurs et de leur famille. Et quelques images, quelques musiques, quelques impressions, quelques sentiments, voire quelques odeurs me sont revenus à l'esprit à la lecture de leur récit.

Charles Delbarre, Meaux.

Charles Delbarre n'a pas dit non à notre suggestion d'apporter son témoignage, sa contribution, sur des aspects qui n'ont pas étés abordés. Un tel récit suppose, bien sûr, un lourd et peut-être parfois douloureux travail de mémoire. Charles décidera.

Merci à tous nos abonnés de nous éviter des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom, collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel. Sans réponse à cette lettre, nous espérons encore quelque temps avant de résilier, à contre-cœur, l'abonnement !

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. C'est soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . .29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐.....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ayant plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général peut l'emporter sur l'intérêt particulier et la démocratie devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)